

Article 4 : Economie...

Israël annonce la conclusion d'un contrat gazier "historique" avec l'Egypte

Israël a conclu un contrat "historique" pour la fourniture de gaz naturel à l'Egypte, a annoncé lundi le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. "Cela va rapporter des milliards dans les coffres de l'Etat", a affirmé dans un communiqué M. Netanyahu sans donner d'autres détails. Selon un communiqué du groupe énergétique israélien Delek, le montant du contrat devrait atteindre 15 milliards de dollars (environ 12 mds EUR). L'accord a été conclu par un consortium, comprenant Delek et le groupe américain Noble Energy, avec la compagnie égyptienne Dolphinus pour la fourniture de 64 milliards de m³ de gaz extrait des champs offshore Leviathan et Tamar en Méditerranée, a précisé Delek. Israël possède peu de ressources naturelles mais a découvert ces dernières années d'importants champs gaziers. L'ensemble de ces réserves gazières ont fait entrevoir l'indépendance énergétique pour Israël et lui ont aussi ouvert la perspective d'exporter son énergie notamment vers l'Europe, voire de nouer de nouveaux liens stratégiques dans la région.

<http://www.skynet.be/actu-sports/monde/article/1834315/israel-annonce-la-conclusion-d-un-contrat-gazier-historique-avec-l-egypte>
19/02/2018

Egypte : le taux de chômage en baisse à 11,3% au quatrième trimestre 2017

Selon l'Agence centrale des statistiques de l'Egypte (CAPMAS), le taux de chômage dans le pays a baissé à 11,3% au quatrième trimestre 2017, contre 12,6% enregistré au trimestre de la même année. Ce qui correspond à une réduction du nombre de chômeurs de 204 000. En glissement annuel, le nombre des chômeurs a également baissé de 282 000 pour atteindre 3,3 millions au quatrième trimestre 2017, par rapport à la même période en 2016 où l'on enregistrerait un taux de chômage de 12,4%. A noter que le gouvernement égyptien s'est fixé pour objectif de réduire le taux de chômage à 4%, dans le cadre de la stratégie de l'Egypte pour un développement durable dénommé « Vision Egypte 2030 ».

<https://www.agenceecofin.com/economie/2202-54589-egypte-le-taux-de-chomage-en-baisse-a-11-3-au-quatrieme-trimestre-2017>
22/02/2018

Egypte: le bilan de Sissi plombé par la crise économique

Le maréchal Abdel Fattah al-Sissi semble assuré d'être réélu lors de la prochaine élection présidentielle en mars 2018. Problème: en dépit de réformes inspirées par le FMI, l'Egypte fait toujours face à une grave crise économique dans laquelle le pays a plongé après la révolte de 2011. Une épine dans le pied du président sortant, qui pourrait l'empêcher d'obtenir un score... de maréchal. «Tous ceux qui veulent se marier doivent repousser la date car plus personne n'a les moyens d'acheter quoi que ce soit», explique Shaima, une femme au foyer de 30 ans accompagnée de sa mère. «Les prix ont triplé voire quadruplé alors que la situation des gens se dégrade et qu'il n'y a plus de pouvoir d'achat», précise Sayed Mahmoud, un marchand de tissu et de meubles de 50 ans. Une couverture, vendue 200 livres auparavant, s'achète désormais 800 livres, insiste ce père de cinq enfants. «Auparavant, 3000 livres me suffisaient pour les enfants et les dépenses de la maison. Mais aujourd'hui, 12.000 livres ne me suffiraient pas, sans même parler des loisirs ou des frais médicaux», affirme le commerçant. En 2014, l'inflation était de 10,1%. Elle était de 30% trois ans plus tard. Comme Shaima et Mahmoud, nombre d'Egyptiens des classes populaires et moyennes sont touchés de plein fouet par la crise qui a commencé après le départ en exil de l'ancien président Hosni Mubarak. Et ils ont du mal à percevoir les effets positifs des réformes engagées par le président Sissi. Lequel avait fait de l'économie l'une de ses priorités lors de son élection en 2014. Deux ans plus tard, il avait lancé un important programme de réformes. Objectif: mettre fin à un «modèle d'Etat providence hérité de la période nassérienne», résume Le Monde. Un modèle encore marqué, aux dires de certains observateurs, par l'influence soviétique avec des mégaprojets plutôt que des investissements pour des infrastructures. Aujourd'hui, le déficit public atteint 13% du PIB «avec des dépenses pour la plupart improductives: un cinquième du budget de l'Etat destiné aux subventions à l'énergie et aux biens de première nécessité ; un quart pour les salaires des sept millions de fonctionnaires» (pour une population de 94,7 millions d'habitants en 2017), note le quotidien français. Sans parler de l'armée, véritable Etat dans l'Etat au poids économique considérable, dont le budget reste secret et qui a des intérêts dans de nombreux secteurs d'activité. «L'institution militaire, c'est l'économie dans l'économie», commente un observateur averti.

L'aide du FMI

Pour sortir du marasme, le président égyptien avait obtenu fin 2016 du Fonds monétaire international (FMI) un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans. Condition: la mise en place d'un programme de réformes économiques drastiques. Parmi elles, la dévaluation, en novembre 2016, de la devise égyptienne qui a perdu la moitié de sa valeur par rapport à

l'euro. Ou encore les coupes dans les subventions publiques, sur l'énergie et les carburants notamment. Toutes ces mesures qui ont conduit à une inflation galopante, même si elle a reculé ces derniers mois. En janvier, le président s'est malgré tout vanté d'un «essor sans précédent» de l'économie égyptienne durant son premier mandat. Les réserves de change de la Banque centrale sont passées à environ 37 milliards de dollars contre 16 milliards en 2014, a-t-il fait valoir. Le taux de chômage est passé de 13,4% à 11,9%, selon lui. Un chiffre qui laisse certains dubitatifs. D'autant que les 23 millions d'Égyptiens de moins de 30 ans, notamment les diplômés, sont particulièrement touchés par le phénomène: deux millions de jeunes débarqueraient chaque année sur le marché du travail. «Le gouvernement a réalisé près de 11.000 projets», a affirmé Abdel Fattah al-Sissi. Parmi ceux-ci, l'élargissement du Canal de Suez ou la construction en cours d'une nouvelle capitale administrative pour désengorger Le Caire. Coût de la nouvelle ville: 45 milliards de dollars. Des projets fastueux qui étonnent nombre d'observateurs. Selon l'ancienne doyenne de la faculté d'économie et de Sciences politiques de l'université du Caire, Alia al-Mahdi, le gouvernement devrait se concentrer sur les secteurs de «l'industrie, de l'agriculture et des services pour réduire le chômage de façon permanente et véritable». Car «les projets nationaux ne génèrent que des emplois temporaires», estime-t-elle.

«La pire réforme qui soit»

L'économiste salue des aspects positifs dans le programme du président Sissi. Mais à ses yeux, la dévaluation de la monnaie représente «la pire (réforme) qui soit dans son application». Et ce en raison de ses effets néfastes sur la population. «Si l'amélioration de l'économie se mesure à la situation et la vie des citoyens, l'objectif du programme de réformes n'a pas été atteint», conclut Mme Mahdi. De fait, l'optimisme du dirigeant sortant n'arrive pas à convaincre M. Mahmoud dans son échoppe du Caire. «Je soutiens Sissi avec le cœur et l'esprit, mais qu'est-ce que cela me rapporte à l'heure actuelle?», s'interroge-t-il. Pour le FMI, en revanche, les perspectives économiques de l'Égypte sont «favorables». «Les mesures prises par les autorités ont été audacieuses et nous convenons qu'elles étaient nécessaires pour inverser l'accumulation de déséquilibres qui entravaient une croissance plus élevée et la création d'emplois», expliquait l'institution en septembre. Optimiste, celle-ci prévoit une croissance de 4,8% pour l'année budgétaire 2017-2018 et une inflation à un seul chiffre. Reste que comme le rapporte Le Monde, «il faut une croissance de 7% (...) pour créer de l'emploi». Minée par la corruption, rongée par le chômage et l'inflation, longtemps soutenue à bout de bras par les pays du Golfe, l'Égypte, «bombe démographique» avec un taux de natalité de 31,5 enfants pour 1000 habitants, est sans doute encore loin d'être sortie de la crise.

*<http://geopolis.francetvinfo.fr/egypte-le-bilan-de-sissi-plombe-par-la-crise-economique-180751>
01/03/2018*

En Égypte, le prince héritier saoudien et Sissi parlent investissements

L'Arabie saoudite et l'Égypte ont annoncé lundi leur intention de créer un fonds d'investissement de plus de 10 milliards de dollars sur les rives de la mer Rouge, lors de la première visite officielle à l'étranger du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane. Selon une source gouvernementale saoudienne, les deux pays ont mis en place ce fonds commun à parts égales dans le cadre du méga-projet saoudien de zone de développement spéciale NEOM. Côté égyptien, la part consiste en un terrain loué à long terme dans le sud du Sinaï. Le projet NEOM, annoncé en 2017 par le prince Salmane, qui nécessite 500 milliards de dollars d'investissements, s'étendra sur 26.500 km² dans une zone faisant face à la Jordanie et à l'Égypte. Dans ce projet, l'Arabie saoudite compte notamment investir en masse dans le tourisme au bord de la mer Rouge: Ryad prévoit de construire sept attractions touristiques et des centaines de cités balnéaires tandis que l'Égypte mettra l'accent sur le renforcement de l'attractivité de Charm el-Cheikh et Hurghada. Déjà étroits, les liens économiques entre ces deux pays alliés sont amenés à se développer encore davantage, selon des responsables. «L'Arabie saoudite représente le premier investisseur arabe en Égypte», a affirmé Bassam Radi, porte-parole de la présidence égyptienne dans une interview à la télévision d'Etat. La visite de M. ben Salmane revêt un «aspect fondamental», a-t-il assuré, évoquant la «coopération économique et en termes d'investissements». En matière de coopération avec l'Égypte et la Jordanie, l'Arabie saoudite cherche à attirer des sociétés européennes de navigation et de tourisme opérant en Méditerranée durant l'été afin de les faire travailler en mer Rouge après la saison estivale.

Lundi matin, MM. Sissi et ben Salmane se sont rendus près du Canal de Suez, à Ismaïlia, où ils ont assisté à une conférence sur l'évolution des grands projets nationaux en cours dans la région. Le président de la zone économique du Canal de Suez, l'amiral Mohab Mamish, a évoqué devant les deux dirigeants les projets dans différents domaines allant de l'industrie de l'acier au secteur du tourisme, en passant par le raffinage du pétrole. «La voie est ouverte pour créer des industries à l'intérieur de la zone», a-t-il déclaré. «Nous étudions les projets venant de toutes parts.» La conférence, puis la visite d'un tunnel routier en construction sous le Canal de Suez, ont été retransmises à la télévision publique entre des clips vidéos et chants à la gloire de l'Arabie saoudite et du roi Salmane, père du prince héritier. Sur le front diplomatique, les deux pays partagent des intérêts stratégiques régionaux communs, notamment contre le Qatar qu'ils accusent de proximité avec l'Iran -ennemi juré de Ryad- et de soutien au terrorisme, ce dont Doha se défend. La rencontre entre les hommes forts des deux pays arabes alliés aux Etats-Unis intéresse Washington. Sissi a reçu dimanche, jour de l'arrivée de M. ben Salmane, un appel téléphonique de son homologue américain Donald Trump. Selon un communiqué de la Maison Blanche, ils ont évoqué le «soutien irresponsable» de la Russie et de l'Iran au régime syrien. Honni par les Saoudiens et l'administration de M. Trump, Téhéran subit régulièrement les foudres des deux pays. Arrivé dimanche soir, M. ben Salmane, qui cherche par ailleurs à transformer l'image de son pays ultraconservateur, doit par ailleurs assister lundi à une pièce de théâtre à l'opéra du Caire aux côtés de M. Sissi, selon la presse locale.

*<https://afrique.lalibre.be/16265/en-egypte-le-prince-heritier-saoudien-et-sissi-parlent-investissements/>
05/03/2018*